



## La médecine imaginaire du D<sup>r</sup> Diafoirus

*La médecine a fait depuis un siècle des progrès sans répit, inventant par milliers des maladies nouvelles.*

*Louis Scutenaire, Mes inscriptions*

**A**utant l'admettre d'entrée de jeu, je n'ai pas la moindre idée de ce qu'il faudrait faire pour régler les problèmes du système public de santé. Je n'en fais pas un complexe : au Canada, nous sommes une trentaine de millions dans cette situation, simples citoyens, médecins, administrateurs et... politiciens. Mais d'avoir voté dans trente scrutins fédéraux et provinciaux a fait de moi un expert, comme beaucoup d'électeurs, en détection de baratin, de boniments, de fables, d'écrans de fumée et d'omissions.

Premiers ministres, ministres, chefs de partis nous promettent de guérir les graves infirmités du système. On peut les diviser en deux groupes : ceux qui nous racontent des histoires, et ceux qui se racontent des histoires. Ils s'unissent sur deux choses : l'angoisse d'être virés, la soif d'être réélus. Et ils sont ou virés ou réélus en fonction du niveau d'angoisse ou d'écoeurement que suscite chez le citoyen la perspective de faire la queue à la porte de l'hôpital.

Je suis convaincu depuis assez longtemps de la vacuité de toutes ces promesses, mais parfois le hasard nous sert bien. Ainsi, ai-je retrouvé récemment une série d'interviews effectuées dans le cadre d'un reportage sur le système hospitalier québécois. Des médecins parlent, généralistes et spécialistes, des présidents d'association, des directeurs d'hôpitaux, des cadres, des chefs syndicaux. Ce matériel des-

tiné à un numéro spécial de *L'actualité* est resté inédit.

Que disent ces gens, mieux placés que les fonctionnaires, les députés et les ministres pour voir de près les ratés et les lacunes du système ?

Un directeur d'un grand hôpital montréalais : « Mon système de chauffage vient de sauter et je n'ai pas un cent, je suis obligé de me faire financer par Hydro-Québec... Cette année, juste pour l'entretien minimum, il faudrait X millions, on m'en offre la moitié. Ça va continuer à se déglinguer... »

Un de ses collègues : « En radiologie, pas un seul hôpital québécois n'a d'accélérateur linéaire, un appareil pourtant mis au point il y a vingt ans. J'ai commandé le mien il y a 15 ans, j'attends encore. »

Le président de l'Association des hôpitaux : « Plusieurs centres hospitaliers ne sont pas conformes aux normes de sécurité émises par le gouvernement. Pour s'y conformer, il nous faudrait X millions, le gouvernement ne nous en donne même pas la moitié. »

D'autres expliquent que le système est débordé parce qu'il est encombré par les malades chroniques. « On aurait résolu une bonne partie du problème en créant un réseau d'institutions de soins prolongés ou de soins à domicile. »

Le président de l'Association des médecins de langue française : « Les médecins ont été écartés de toutes les décisions. Aujourd'hui, ce sont les bureaucrates et les syndicats qui mènent tout. Le gouvernement s'est servi du secteur de la santé pour parler des fonctionnaires. »

Problème de syndicalisation ? « C'est syndiqué à outrance. Tant le nombre de syndicats, les querelles entre eux, et les pouvoirs qu'on leur a

donnés. Le pouvoir de nuire plutôt que d'aider. »

Un autre responsable n'est pas d'accord : « À part les grèves, j'ai moins de problèmes avec les syndicats qu'avec les fonctionnaires. Il n'y a qu'eux dans le réseau. Des nuées, à Québec, et dans les régions. Ils épluchent tout à répétition, essaient de se surpasser les uns les autres : leur avancement en dépend. »

Mais tous s'entendent sur un point : on manque d'argent. « On ne fait pas de miracles sans argent. Le Canada dépense moins en santé par habitant que des pays modernes comme la France, l'Allemagne, pour ne pas parler des États-Unis. Et le Québec moins que les autres provinces. Même en payant tout le monde moins cher que partout, sauf à Terre-Neuve, on n'y arrive pas. »

**I**nutile de continuer, ces questions, ces réponses, cette impasse, les journaux en sont pleins tous les jours. Mais celles-ci ne datent pas de la dernière campagne électorale, quoi qu'on puisse penser. Elles datent de... de 1983! Vingt et un ans plus tard, on pourrait les publier telles quelles.

Depuis, pour pallier les pénuries, on a ... fermé des centaines de chambres d'hôpitaux, mis des médecins à la retraite, laissé partir des milliers d'infirmières. On a désassuré des services et des traitements. Les seuls domaines de croissance sont les coûts et les listes d'attente. Or malgré la croissance vertigineuse des budgets, le système est, peu ou prou, dans la même situation de sous-financement et de pénurie qu'il y a une génération. Et les politiciens, dans les capitales des provinces comme à Ottawa, continuent à

défendre la vertu d'un système conçu il y a plus d'un demi-siècle, à prétendre voir la lumière au bout du tunnel, à annoncer des réformes. Et la santé est devenue la principale préoccupation de l'opinion ; il y a 21 ans, c'étaient l'éducation et le chômage.

Première vérité : le système actuel n'est pas viable sans infusion massive

sagers dans les radeaux des médecines alternatives, des services privés et des « vacances » aux États-Unis.

Les jeunes parents et les grands-parents connaissent l'histoire du Bébé Dragon. Un matin, un enfant trouve sous son lit un bébé dragon qui grossit à vue d'œil. Il descend prévenir ses parents, qui ne le croient pas. Le temps

leucémies, le sida. Et les plus difficiles à soigner sont ceux qui exigent les traitements les plus chers. De nouvelles technologies coûteuses vont naître dont on ne pourra cacher l'existence aux malades. Les mentalités ont changé : le destin est mort en même temps que Dieu. On ne se résigne plus. Les médias saluent toutes les cures nouvelles. On y a droit.

La santé est une maladie, en somme ! Un cancer qui ronge toutes les autres fonctions de l'État : éducation, services sociaux, transports et communications, culture, investissements. Comme on ne peut pas couper dans la santé, pour des raisons électorales, on ampute partout ailleurs.

Ça ne peut pas ne pas craquer... Il y a un bébé dragon sous le lit.

Les ministres se succèdent... et se ressemblent. Parfois pleins de bonne volonté, on veut bien le croire encore, souvent nourris d'illusions. Après l'ère des sociologues qui ont ratiociné sur la pratique médicale, celle des économistes qui ont blâmé l'offre pour expliquer la demande, voici l'époque des MBA et des managers, magiciens du « gaspillage » et de l'inefficacité. La gestion comme panacée. Mais triage, structuration, restructuration, statistiques, rien n'y fait.

**Q**ue faire ? Je n'en ai pas la moindre idée. Mais quoi qu'ils nous disent, les gouvernements non plus. Ottawa accuse les provinces, les ministres accusent les malades, les malades dépensent leur argent chez les charlatans. La Commission royale sur la santé recommande de dépenser davantage, d'imprimer des billets de banque : le crédit social selon Hippocrate et Galien. Augmenter les impôts ? En Alberta, ce serait une solution possible, mais au Québec, on est au pied du mur du rendement négatif. Faire payer les patients ? Vous voulez une révolution ?

Pourtant, c'est ce qu'il faudra : de l'argent. Et d'où vient l'argent ? De

Les ministres se succèdent... et se ressemblent. Parfois pleins de bonne volonté, on veut bien le croire encore, souvent nourris d'illusions. Après l'ère des sociologues qui ont ratiociné sur la pratique médicale, celle des économistes qui ont blâmé l'offre pour expliquer la demande, voici l'époque des MBA et des managers, magiciens du « gaspillage » et de l'inefficacité. La gestion comme panacée. Mais triage, structuration, restructuration, statistiques, rien n'y fait.

de fonds, tant pour le fonctionnement que pour l'investissement. Tout le monde est d'accord.

Deuxième vérité : on ne trouvera pas l'argent nécessaire. Les partis ont annoncé, pendant la récente campagne électorale, des injections de fonds de 5 p. 100 par an : la croissance des coûts est de 8 p. 100 annuellement.

Troisième vérité : on va continuer à nous dire que le problème se réglera « en améliorant les procédures et la gestion ». Déjà, depuis sa récente nomination, le nouveau ministre fédéral de la Santé (en réalité, le ministre de la surveillance des provinces) explique que les provinces doivent « revoir leurs façons de faire ».

Mais précisément, n'est-ce pas ce que l'on nous serine depuis un quart de siècle : qu'en changeant la disposition des chaises longues sur le pont du Titanic, on évitera l'iceberg du vieillissement et de l'explosion des techniques et des coûts ? En fait, la comparaison est mauvaise, car le Titanic, ayant coulé à son premier voyage, a enseigné comment éviter bien d'autres naufrages. Le bateau sur lequel nous vogueons continuera, lui, à flotter tant bien que mal au fur et à mesure que l'on désassurera des services et que l'on mettra assez de pas-

du petit déjeuner, bébé dragon occupe toute la chambre, puis tout l'étage. Mais maman ne croit pas le petit. Bientôt, la tête du dragon sort par la porte avant, la queue par la porte arrière ! Le monstre finit par emporter toute la maison...

Les dépenses médicales et hospitalières sont notre bébé dragon, malgré les mots rassurants de maman gouvernement et de papa syndicat. Elles augmentent de 5 p. 100 par an, plus vite que les revenus de l'État. Elles bouffaient 20 p. 100 des budgets il y a 10 ans, aujourd'hui plus de 40 p. 100, bientôt 50 p. 100, et 100 p. 100 « si la tendance se poursuit ». Et elle va se poursuivre, c'est écrit dans la démographie, c'est écrit dans le développement scientifique. En une génération, on a gagné cinq années d'espérance de vie, avec tous les malaises attendants, les infirmités, la sénilité, la demande de soins. La prévention ? Elle n'élimine pas ce processus, elle le retarde. Et même la prévention demande des ressources et de l'argent. Et l'on n'a pas encore eu de vraie épidémie, de grippe, de SARS ou d'autre saloperie...

La chirurgie et la chimie guérissent des maux devant lesquels on appelait naguère le curé : le cancer, les

ceux qui le gagnent : il ne reste qu'à décider s'ils paieront coiffés de leur chapeau de contribuables, ou de leur chapeau de consommateurs. Nous allons payer, soit avant, soit après la maladie, mais payer. Soit au ministère du revenu, soit à une société d'assurance, d'État ou privée, soit directement au médecin ou à la clinique, ce qui est déjà largement le cas. L'État ne défraie qu'environ 60% des coûts de la santé, le consommateur paie le reste de sa poche. Mais il n'a droit de payer que pour les cures aléatoires des chiropraticiens, des acupuncteurs, des homéopathes, des naturopathes, de tous ceux qu'on a appelés « les humoristes de la santé » ! La loi interdit de demander une contribution au patient ? Allons donc !

Il a coulé beaucoup de soluté dans les tubes depuis la médecine du travailiste T.C. Douglas, il y a un demi-siècle. Le rationnement par l'argent, que l'on pratiquait alors, a été remplacé par le rationnement par le temps, la patience, la frustration. Mais le mythe demeure de la médecine gratuite pour tous, malgré une demande exponentielle. Et le mythe est devenu la vitamine des politiciens, en même temps que leur tarte à la crème : aucun d'eux n'ose admettre publiquement que le roi est nu. On multiplie plutôt les conférences, les débats entre provinces, entre provinces et gouvernement central, les restructurations, les semblants de réformes, les nouveaux programmes, en faisant croire aux

électeurs que la victoire est au coin de la rue ; encore une injection, deux pilules, un traitement et ça y sera. Et sans douleur. Le système est en train de bouffer les politiciens, qui se mentent à eux-mêmes, et l'État tout entier...

*Knock* est une pièce qu'on ne joue plus, mystère étonnant dans l'état actuel du système médical et hospitalier. C'est peut-être que l'on est à court de Louis Jovet autant que de médecins. Et qu'aujourd'hui, Jules Romains donnerait plutôt la vedette aux bureaucrates et à leurs patrons. Et Molière écrivait *Les Médecins imaginaires...*

Jean Paré est l'ancien directeur de l'Actualité.



POLICY  
**OPTIONS**  
POLITIQUES

## POLICY OPTIONS SUBSCRIPTION ORDER FORM

SUBSCRIBE  
ON-LINE  
[www.irpp.org](http://www.irpp.org)

1470 Peel Street  
Bureau 200  
Montreal, Quebec  
Canada H3A 1T1

New  Renewal (please include subscriber # \_\_\_\_\_ )

1 year

- \$42.75 (GST included)  
 \$45.95 (Quebec taxes incl.)  
 \$54.95 (US)  
 \$59.95 (Other countries)

2 years

- 74.85\$ (GST included)  
 80.46\$ (Quebec taxes incl.)  
 84.95\$ (US)  
 89.95\$ (Other countries)

PAYABLE IN CANADIAN FUNDS ONLY

Name \_\_\_\_\_

Company \_\_\_\_\_

Address \_\_\_\_\_

City \_\_\_\_\_ Province \_\_\_\_\_

Postal code \_\_\_\_\_ Telephone \_\_\_\_\_

Payment enclosed  VISA  MasterCard  Amex

Card no. \_\_\_\_\_

Card expiry date \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_